

## NORVÈGE

Le PIB par habitant est un des plus élevés de la zone OCDE, ce qui s'explique en partie par de la bonne tenue de la productivité de la main-d'œuvre. La progression des taux d'emploi a été plus que compensée par un fort déclin du nombre moyen d'heures travaillées.

### Priorités reposant sur des indicateurs

#### Réformer les régimes d'invalidité et d'assurance maladie

Le nombre de jours de travail perdus pour congés maladies a vivement augmenté et le taux de bénéficiaires de prestations d'invalidité est un des plus élevés de la zone OCDE, ce qui reflète la générosité du système et le manque de rigueur des critères d'admission.

**Mesures prises :** Des règles plus strictes concernant les congés maladie de longue durée ont été récemment introduites. Des taux de compensation réduits sont appliqués et des évaluations obligatoires réalisées pour la réadaptation professionnelle. Des pensions d'invalidité temporaire remplaceront les pensions d'invalidité permanente pour les personnes dont la capacité de travail future est incertaine.

**Recommandations :** Réduire les aides publiques pour les prestations d'assurance maladie. Rendre obligatoire la participation de spécialistes médicaux indépendants à l'évaluation de l'invalidité. Imposer aux travailleurs bénéficiant de mesures de réadaptation professionnelle l'obligation de rechercher un emploi, et évaluer régulièrement l'efficacité de ces mesures par rapport à leur coût.

#### Réduire le soutien à la production agricole

La Norvège accorde un soutien considérable à son agriculture, ce qui se traduit par des excédents de production et par l'affectation de ressources excessives à des activités à faible productivité. Ce soutien est lié pour l'essentiel à la production ou aux intrants consommés.

**Mesures prises :** Les transferts budgétaires ont été réduits de 2½ pour cent en 2002, mais cette baisse a été compensée par une hausse des prix indicatifs pour le bétail et par une augmentation des allègements fiscaux accordés à l'ensemble des agriculteurs.

**Recommandations :** Réduire le soutien à la production agricole tout en découplant les aides de la production et des intrants consommés, via, par exemple, un système de transferts de revenus ciblés. Abaisser les droits de douane très élevés appliqués aux produits agricoles.

#### Réduire la présence de l'État dans l'économie

L'État est très présent dans l'économie, notamment dans les industries de réseau, le commerce de détail, les services financiers et l'industrie pétrolière. Cette forte présence peut limiter les possibilités d'investissement direct étranger (IDE) et affaiblit la concurrence.

**Mesures prises :** Le gouvernement a publié un Livre blanc sur la réduction de la présence de l'État dans l'économie. La plupart des entreprises publiques ont été constituées en sociétés, et les garanties publiques dont elles bénéficiaient pour leurs emprunts ont été supprimées. Néanmoins, l'État a accru son engagement capitalistique dans le secteur bancaire.

**Recommandations :** Poursuivre la libéralisation de secteurs tels que les chemins de fer et les services postaux. Procéder à une séparation formelle des activités concurrentielles et non concurrentielles dans les industries de réseau. Mettre en œuvre un programme de privatisation dans le contexte d'une réforme ambitieuse de la réglementation.

### Autres priorités essentielles

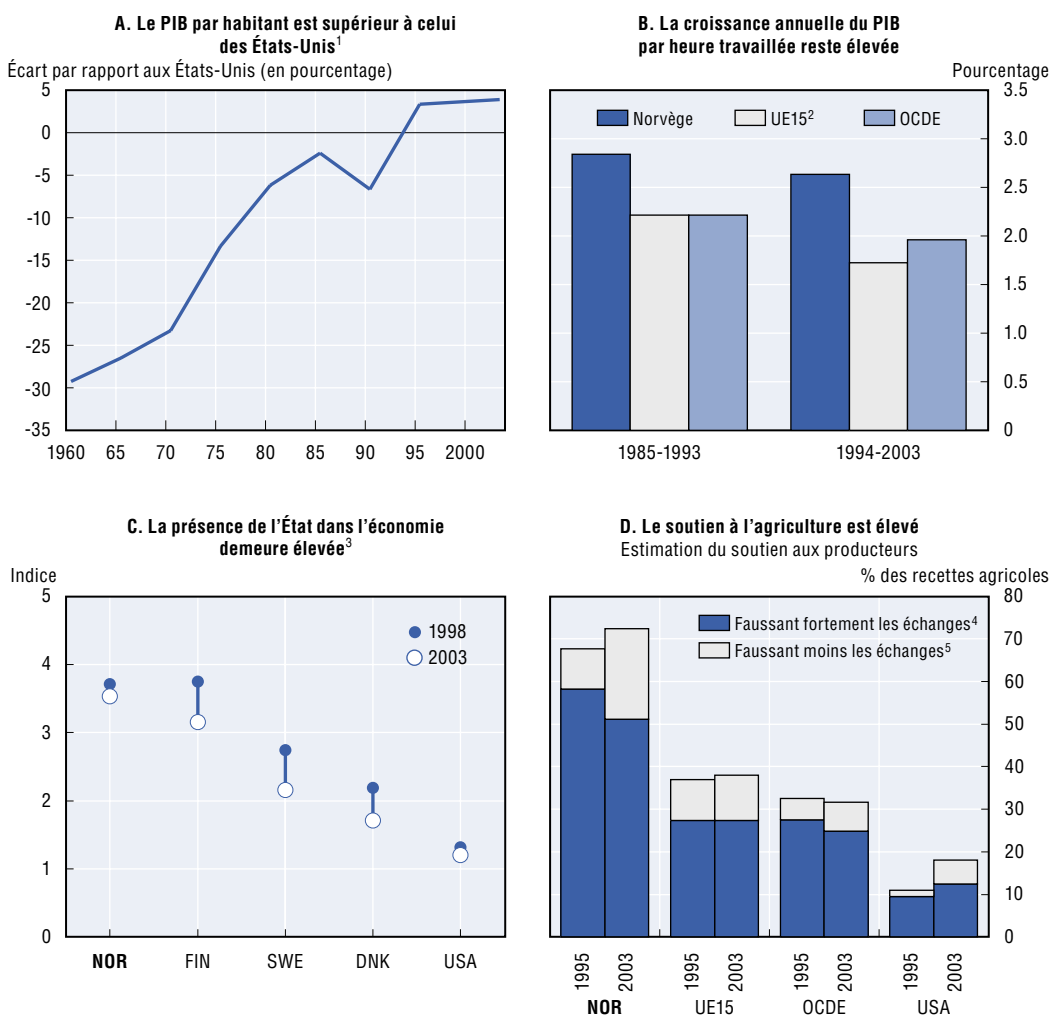
- Réformer le système de retraite en s'appuyant sur les récentes propositions de la Commission des retraites. Étudier la possibilité d'utiliser le Fonds pétrolier pour financer par capitalisation une partie des engagements au titre des retraites, afin d'étayer la viabilité des finances publiques.
- Réduire la dimension régionale des politiques publiques reliées notamment aux communications et aux transports, à la sécurité sociale, au marché du travail, à l'action sociale et aux ressources naturelles. Accroître la transparence des transferts financiers sur lesquels repose la politique régionale et utiliser les éventuelles ressources libérées pour alléger la pression fiscale.

## NORVÈGE

## Indicateurs structurels

|  | 1990 | 1995 | 2000 | 2003 |
|--|------|------|------|------|
| Croissance tendancielle du PIB par habitant (en pourcentage) | 1.2  | 2.1  | 2.3  | 1.9  |
| Taux d'emploi tendanciel                                     | 75.2 | 75.5 | 76.6 | 76.6 |
| Taux d'activité tendanciel                                   | 78.3 | 79.0 | 79.6 | 79.9 |
| Taux de chômage structurel (NAIRU)                           | 3.9  | 4.4  | 3.8  | 4.1  |

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.



1. Écart en pourcentage avec le PIB par habitant des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.
2. À l'exclusion de l'Autriche et du Luxembourg.
3. L'échelle de l'indicateur varie de 0 à 6, du poids le plus faible au poids le plus élevé des entreprises publiques.
4. Soutien des prix du marché et paiements fondés sur les extrants produits et les entrants consommés.
5. Paiements au titre de la superficie/du nombre d'animaux, des droits antérieurs et du revenu total d'exploitation.

Source : Graphiques A et B: *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 2004 ; OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004 ; *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76 ; graphique C: OCDE, *Base de données sur la réglementation* ; graphique D: OCDE, *Base de données des estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs*.